

Résistants, sauvez la langue française ! Action !

écrit par Christine Tasin | 5 septembre 2014



✘ Un collectif de 32 associations se bat depuis plus de deux ans pour obtenir, le 20 mars 2015, journée de la francophonie, l'équivalent d'un referendum populaire par **un manifeste voté par des centaines de conseils municipaux**. Ce manifeste dit leur attachement à la langue française, leur refus d'utiliser le "globish-pour-tous", ou américano-anglais que nos élites veulent nous imposer et leur détermination à se battre pour que le français soit utilisé pour la rédaction des brevets français, la communication de la recherche française, l'enseignement à l'université...

Chaque Conseil municipal a le choix entre 3 manifestes proposés.

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article2623>

<http://www.avenir-langue-francaise.fr/articles.php?pg=797>

http://www.marianne.net/Langue-francaise-et-monde-multipolaire-l-urgence-d-une-strategie_a220174.html

On lira avec intérêt, ci-dessous, des passages de chaque manifeste,

avec leurs phrases choc, leurs demandes fortes, leurs engagements forts :

“Il est proposé au conseil municipal d’adopter le Manifeste progressiste pour la défense de la langue française et de devenir ainsi membre du Collectif populaire de résistance linguistique (COPREL),

-de demander le renforcement de la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l’emploi de la langue française,

*– de **demander la sortie de la France du Protocole de Londres,***

*-de demander que **l’attribution des aides publiques aux entreprises soient conditionnée au respect, en France, de la langue française en interne et dans sa communication extérieure,***

*-de demander l’application de **l’obligation faite aux représentants français dans les institutions internationales et aux diplomates de s’exprimer en français,** notamment dans celles où le français est la langue officielle,*

*-et de **demander l’arrêt des dérives actuelles des cursus entièrement en anglais,** en France, dans les universités et institutions subventionnées”*

*“Nous appelons les Français, tous les francophones, non seulement à s’indigner, mais surtout, **contre la politique de la langue unique, contre la pensée unique** (Claude Hagège), à résister. **La résistance au mondialisme niveleur,** pour le français et la biodiversité linguistique, doit être au cœur des élections prochaines, puisque la langue est un bien commun que chacun peut contribuer à préserver tous les jours, et lors des élections.”*

“Il ne s’agit pas pour le monde francophone de se dresser contre la langue anglaise ou contre toute autre langue. Il s’agit d’ouvrir nos yeux sur la réalité nouvelle, et de mettre en œuvre, dans le contexte de la mondialisation multipolaire, une stratégie offensive pour la langue française, qui assurera son avenir en valorisant ses nombreux

atouts. Nous appelons les citoyens des pays francophones à exercer leur vigilance individuelle et à développer leur mobilisation collective pour que soit respecté l'usage de notre langue mondiale en partage. Nous appelons fermement nos gouvernements à réviser leur politique et leur pratique linguistiques, à abandonner les discours de circonstance sur la francophonie et à relever le défi de l'affirmation déterminée de la langue française dans la polyphonie du nouveau monde."

Déjà 50 communes ont signé le manifeste. A vous de démarcher votre Maire pour qu'il en fasse autant. Nous comptons sur vous.

Liste à télécharger ici : [CampagneCommunesdeFrancepourlefrançaisListedesvotesdesConseils municipaux](#)

*"A ce jour, 50 communes ont déjà adopté le manifeste. Parmi elles, les emblématiques **Brantôme, Brienne, Chablis, Creil, Douai, Evian, Grigny (Rhône), Le Touquet, Maisons-Laffitte, Montfermeil, Mortagne-au-Perche, Orange, Pézenas, Pompadour, Saumur, Thonon, Verdun (Meuse), Vézelay, Dumbéa** en Nouvelle-Calédonie, et **Ans** en Belgique..."*

*Les maires et les citoyens qui souhaitent voir voter leur commune, peuvent se procurer **manifeste** et documents pertinents à Avenir de la langue française, 34 bis, rue de Picpus, 75012 ; tel : 01 43 40 16 51 ; avenirlf@laposte.net , site : www.avenir-langue-francaise.fr "*

Communiqué de presse d'Albert Salon

Contre les universités françaises qui veulent enseigner exclusivement en anglais à leurs étudiants français, la résistance s'organise.

A la suite du large débat du premier semestre 2013 dans les médias, l'article 2 de la loi Fioraso sur les enseignements supérieurs en anglais a été amendé. La loi publiée le 22 juillet 2013 interdit les enseignements exclusivement en anglais. Les ministères qui accréditent

les formations, et celui de la Culture sont chargés de la faire respecter.

En fait, par la volonté des partisans de l'anglicisation totale, les formations offertes en anglais uniquement, annoncées fièrement dans cette langue seule, ont proliféré depuis un an, et les ministères ne s'y sont pas encore opposés.

Douze associations déposent des recours gracieux auprès des établissements contrevenants et des ministères défaillants, en vue d'éventuels recours ultérieurs devant les tribunaux administratifs. Les offres de collaboration sont reçues à :Avenir de la langue française (ALF), 34bis, rue de Picpus, 75012, avenirlf@laposte.net , président. Albert Salon.

Résister n'est pas un vain mot. Il ne suffit pas de se dire patriote et résistant, il faut le montrer chaque jour, par ses actes, ses écrits, ses paroles...

Aucun résistant ne doit se coucher sans avoir fait au moins une action résistante dans la journée...

Christine Tasin